

Les subsides

Très souvent, quand nous entendons parler de cette tragédie, il n'est question que des coûts économiques du chômage, notamment du montant que nous dépensons en prestations d'assurance-chômage. Toutefois, nous entendons rarement parler de ce problème tragique en fonction du coût social qu'il représente pour le pays, surtout compte tenu des 500,000 jeunes aujourd'hui sans emploi, soit presque 2 millions de Canadiens qui n'ont pas de travail dans notre pays à l'heure actuelle. Non seulement nous perdons le fruit de leur créativité, de leur productivité et de leur apport possible au développement de notre pays, mais ces jeunes sont également condamnés à perdre tout sens de la dignité et de l'amour-propre, et le sentiment même qui nous animait lorsque nous nous sommes joints à la population active. Nous avons l'impression de pouvoir apporter quelque chose à notre pays, l'impression que le Canada avait besoin de nous. Mais les jeunes d'aujourd'hui sont condamnés à un sentiment d'inutilité, ils ont l'impression de ne rien apporter au pays, et c'est ce qui les pousse à perdre tout amour-propre.

Ce qui est pire encore, tous ces jeunes sont obligés de faire les frais de ces erreurs, et ce, en raison de circonstances indépendantes de leur volonté. Ils sont obligés de payer les erreurs du gouvernement libéral actuel, surtout celles des quatre dernières années.

Lorsque je parle d'erreurs, je pense aux plans économiques, aux budgets peu judicieux et aux programmes insuffisants que le gouvernement propose depuis quatre ans, surtout en 1981, lors du budget prévoyant le Programme énergétique national. A quoi ont servi tous ces programmes? Ils ont provoqué un chômage généralisé dans le pays. Le gouvernement a fait doublement erreur, premièrement en ne proposant pas les programmes voulus, mais également dans sa façon de gérer ceux qui, selon lui, devaient remédier aux problèmes.

Comment le Programme spécial des initiatives pour l'emploi a-t-il été appliqué, par exemple? En faisant des faveurs aux circonscriptions libérales, en appliquant aux chômeurs canadiens, et surtout aux jeunes, une politique de deux poids, deux mesures, comme si, parce qu'ils habitent dans une circonscription dont le député n'est pas un libéral, ils ne devraient pas être considérés comme des chômeurs.

Le gouvernement a fait une erreur en n'élaborant pas activement de nouveaux programmes de formation et d'orientation qui auraient permis de préparer nos jeunes au monde de la technologie nouvelle, toujours en évolution et où la concurrence est forte.

Je sais que ces remarques peuvent sembler partiales. Je crois qu'elles sont vraies, mais je ne vais pas m'en tenir là, car je voudrais citer certaines études qui témoignent de la situation des jeunes Canadiens à l'heure actuelle. Je vais citer un passage d'un rapport publié récemment, monsieur le Président, par l'Association canadienne pour la santé mentale, et intitulé: «Le chômage: son incidence sur le corps et l'esprit». Le chapitre 6 de cette étude porte le titre «Les jeunes sont-ils les victimes silencieuses?» Je voudrais citer un passage de la page 35 de cette étude, que voici:

Quel cruel paradoxe de voir nos institutions sociales promouvoir l'importance de l'indépendance économique en tant que symbole de maturité, tandis qu'en raison de notre politique économique, les jeunes ont du mal à trouver un emploi. Selon cette définition sociale, ils continuent donc à manquer de maturité et à être dépendants. Cette «dépendance» peut être à l'égard de parents, de l'État ou de la drogue. Quelle que soit sa forme, il est antiproduitif de reprocher aux jeunes leur situation fâcheuse, alors que c'est la politique en vigueur et nos structures qui ont créé un milieu hostile à la croissance.

Et, monsieur le Président, cette déclaration ne vient pas d'un organisme imbu de parti pris. Elle a été faite par l'Association canadienne pour la santé mentale, qui a étudié les répercussions du chômage sur les jeunes. On y retrouve les termes «dépendance et situation fâcheuse». Si je voulais mettre l'accent sur ces termes, monsieur le Président, je dirais qu'ils font beaucoup mieux comprendre que les statistiques ce qui arrive aux moins de 25 ans. Ils concrétisent humainement et tragiquement les nombres, les taux de chômage et les données désaffectées que nous entendons chaque fois que Statistique Canada présente son rapport sur la population active.

Ne nous méprenons pas, monsieur le Président, ces chiffres n'ont pas pris ces proportions alarmantes et ne restent pas élevés parce que nos jeunes ne veulent pas travailler. Il n'en est rien. Ce n'est pas parce qu'ils ne veulent pas travailler, mais parce qu'ils ne peuvent trouver d'emploi, n'importe lequel. Les conséquences sociales sont particulièrement alarmantes pour ceux qui décident de commencer à travailler au lieu de poursuivre des études supérieures.

L'étude dont j'ai parlé, menée par l'Association canadienne pour la santé mentale, signale que les jeunes sans emploi sont susceptibles de s'ennuyer parce qu'ils n'ont rien à faire, pas d'argent, aucun but ni aucune ambition. Deuxièmement, ils risquent de faire fausse route dans leur quête d'une identité; troisièmement, de s'estimer moins que leurs pairs qui travaillent ou étudient; quatrièmement, de se sentir humiliés et de s'en vouloir de n'avoir pas poursuivi leurs études ou d'avoir abandonné la partie; cinquièmement d'avoir du ressentiment envers eux-mêmes et leurs parents, les professeurs, les employeurs, les gouvernements et autres institutions et, enfin, d'avoir perdu leurs illusions vis-à-vis d'eux-mêmes et de la société.

Il est intéressant de voir certains gros titres dans les journaux qui corroborent ces déclarations. En voici un: «Les jeunes chômeurs: tout espoir perdu», et un autre: «Révolte appréhendée chez les jeunes, faute d'emplois». C'est ce qui se passe chez les jeunes, on en parle partout, si seulement le gouvernement voulait ouvrir les yeux! C'est ce que vivent les jeunes hommes et les jeunes femmes qui sont censés être dans la fleur de l'âge. A une autre époque, ils auraient normalement préparé leur avenir. Ils auraient songé à se marier, auraient rêvé de promotions, ou projeté de s'acheter une maison ou une voiture. Ce sont des projets qu'ils ne peuvent plus nourrir. Ils ne peuvent plus y songer. Au lieu de cela, à 20 ou 21 ans, ils sont prêts à abandonner. Ils cherchent depuis déjà un an ou deux et ne voient pas d'avenir s'ouvrir devant eux. Le gouvernement libéral a condamné ces jeunes au chômage, à l'indigence et à la perte rapide de leur dignité.